



Programme de recherche BRIDGES
Pêche et biodiversité dans l'océan Indien

REVUE DE PRESSE

LANCEMENT SCIENTIFIQUE

LA REUNION

24-26 SEPTEMBRE 2024



TV

Antenne Réunion – 24/09/2024 – Média local de La Réunion

JT 12h30

<https://www.antennereunion.fr/infos-et-magazines/le-12h30/replay/replay-le-12h30-mardi-24-septembre-2024> à 12:38

JT 19h

<https://www.antennereunion.fr/infos-et-magazines/le-19h00/replay/replay-le-19h00-mardi-24-septembre-2024> à 20:29

Journaliste : Romane Rosso

Contenu :

- Images d'illustration issues de la vidéo d'introduction réalisée par BRIDGES
- Interviews de :
 - Joachim Claudet directeur pour le CNRS,
 - Marie Thiann-Bo Morel, co-porteuse WP5.3,
 - Jean-Pierre Chabriat élu régional à l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de la Transition Energétique,
 - Gille Lajoie, président du Conseil académique de l'Université de La Réunion

Presse écrite (papier et web)

ImazPress Réunion – 25/09/2024 – Média local de La Réunion

Article (reprise du CP)

Titre : Un projet de 28 millions d'euros - "Bridges" : un programme scientifique pour protéger la biodiversité et favoriser une pêche durable

<https://imazpress.com/actus-reunion/bridges-le-lancement-d-un-programme-scientifique>

Le Quotidien – 26/09/2024 – Média local de La Réunion

Article en page 3

Journaliste : Pascale Entz

Titre : Des ponts pour le futur

Contenu : interviews Joachim Claudet et Stéphanie Duvail (article à retrouver plus bas)

Zinfos974.com – 27/09/2024 – Média local de La Réunion

Article (reprise du CP)

Titre : BRIDGES : Un programme pour protéger la biodiversité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

<https://www.zinfos974.com/bridges-un-programme-pour-protoger-la-biodiversite-dans-le-sud-ouest-de-locean-indien/>

News Tank – 27/09/2024 – Média national France

Article

Titre : PEPR exploratoire Bridges : 28 M€ de France 2030 sur dix ans, six sites ateliers et de la formation

<https://education.newstank.fr/article/view/338811/pepr-exploratoire-bridges-28-france-2030-dix-ans-six-sites-ateliers.html?t=a&d=25&c=1&a=2196568&p=157497>

Radio

Réunion La 1ere Radio – 26/09/2024 – Média local de La Réunion

Journal radio 12h- direct radio

Diffusé le 26/09/2024 à 6:17

(Durée : 2:20min)

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/programme-audio/le-journal-reunion-bc9a680c-04fa-48d7-89eb-dd58f048dfbb/>

Journaliste : Johanne ADAMADORASSY

Contenu : interview de Joachim pour présenter le Programme

BIODIVERSITÉ ET PÊCHE DURABLE DANS LE SUD OUEST DE L'OcéAN INDIEN

Des ponts pour le futur

Trouver des outils adaptés et travailler en synergie pour protéger les écosystèmes marins et côtiers tout en garantissant une pêche durable dans le sud-ouest de l'océan Indien, est l'objectif du programme de recherche 2023-2033 Bridges, lancé cette semaine au Récif avec une centaine de participants et experts de plusieurs pays.

Le Sud Ouest de l'océan Indien abrite une biodiversité exceptionnelle mais est aussi une des zones les plus exposées au changement climatique et à l'intensification de la pêche industrielle. Lauréat de l'appel « Programmes et équipements de recherche prioritaires exploratoires » lancé dans le cadre du plan d'investissement France 2050, le programme de recherche Bridges est co-piloté par le CNRS, Ifremer et l'IRD*. Il vise à identifier des solutions pour préserver les écosystèmes marins et côtiers, ainsi que les sociétés humaines qui en dépendent. En d'autres termes, souligne Joachim Claudet, co-directeur du programme pour le CNRS, « l'objectif est d'identifier la meilleure façon d'adapter les outils de conservation par zone, comme les aires marines protégées, la gestion spatiale des pêches, pour permettre une meilleure durabilité et une gestion juste des pêches ».

Bridges, comme son nom l'indique, c'est aussi créer des ponts

entre des communautés de chercheurs, entre les chercheurs et des communautés de la société civile comme des communautés de pêcheurs, entre ces scientifiques et les politiques, les décideurs, et aussi essayer de créer des ponts entre les communautés francophones et non francophones du Sud Ouest de l'océan Indien. On veut aussi créer des ponts entre les disciplines, car c'est un programme interdisciplinaire autour de la science de la durabilité qui regroupe les sciences naturelles, les sciences humaines, physiques et sociales au sens très large », explique Joachim Claudet.

Partage de connaissances

Le programme est structuré autour de six projets scientifiques interconnectés, dont un autour de la co-construction. « On va travailler sur différents sites, des aires marines protégées autour desquelles

il y a un territoire », dit Stéphanie Duvaill. Par exemple, au sud du Mozambique, « il y a un parc marin, et tout autour des petites aires protégées gérées par les pêcheurs. « Il y a une volonté de protéger la ressource, mais il n'y a pas de suivi scientifique », dit Stéphanie Duvaill, géographe à l'IRD. Il s'agit donc de voir si les mesures prises ont des effets ou pas sur la ressource halieutique, mais aussi de comprendre les effets du changement climatique, et si d'autres problématiques induisent une diminution des poissons. « On va regarder tout ça ensemble, partager et comprendre ensemble ce qu'est l'avenir de ce territoire, pour que les mesures de gestion de la pêche soient adaptées aux dynamiques écologiques et au besoin des populations locales », dit Stéphanie Duvaill. Car si les mesures ne sont pas adaptées ou si elles renforcent les inégalités existantes ça ne peut pas fonctionner, « il y a du braconnage, du rejet de l'aire protégée », souligne-t-elle.

« On va travailler aussi sur la pêche industrielle, car nous avons une approche socio-écologique. C'est-à-dire comprendre que l'homme est au cœur des écosystèmes, pas au sommet d'une pyramide au-dessus de la nature, et que tout est imbriqué », ajoute Joachim Claudet en soulignant qu'il faut aussi prendre en compte les contextes, et qu'un modèle n'est pas forcément transposable d'un modèle à un autre. C'est pourquoi ont été choisis cinq sites d'études locaux côtiers (dont les aires marines protégées des Comores, le parc naturel marin de Mayotte, la réserve naturelle marine de La Réunion) ainsi qu'un sixième site, qui est « le canal du Mozambique où la pêche industrielle aura sa place



Stéphanie Duvaill, géographe à l'IRD porte le programme Bridges Co-construction, et Joachim Claudet est le co-directeur de Bridges pour le CNRS.

dans nos études».

Membres de la COI sont présents au lancement du programme scientifique Bridges. « Nous allons voir quelles sont les collaborations possibles, comment mutualiser les actions et échanger les bonnes pratiques », dit Anfani Msoihili en rappelant que la COI porte le projet RECOS (résilience des zones côtières de l'océan Indien).

Outre le financement de projets de recherches, Bridges a l'ambition de former une future génération de chercheurs et de décideurs grâce à un partage de connaissances et de compétences. Ainsi

des parcours sciences de la durabilité vont être inclus dans des Masters à La Réunion, Mayotte, aux Comores « et on souhaiterait le faire dans d'autres pays de la zone », dit Joachim Claudet. Des formations sur une ou deux semaines pour des étudiants, des chercheurs et des gestionnaires de parc marin ou des personnes travaillant dans des collectivités locales seront organisées. « On aimerait que des gens qui ont une formation scientifique prennent des décisions politiques », dit-il. Des cohortes de thèses, avec des étudiants et des chercheurs étrangers, seront financées avec un parcours de formation sur les concepts des

socio-écosystèmes un parcours sur comment monter des projets, une start-up... « Le but », dit Joachim Claudet, « c'est de faire une communauté d'étudiants ancrée dans la région pour essayer dans les agences gouvernementales, les collectivités territoriales, la politique, etc. ».

Ce programme de recherche ambitieux, doté d'un budget de plus de 28 M€, va s'étaler sur dix ans (2023-2033).

Pascal ENTZ

*CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique; Ifremer: Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer; IRD: Institut de Recherche pour le Développement.



Le lancement du programme de recherche scientifique Bridges a rassemblé une centaine de personnes à l'hôtel Le Récif.

LA REGION SIGNE UN DEUXIÈME CONTRAT DE FILIÈRE

L'économie bleue après les énergies renouvelables

Vantant ses « importants potentiels de développement », la Région a signé mercredi dernier le contrat de filière de l'économie bleue. Objectif : faire décoller ses métiers et ainsi générer davantage d'emplois que les 10 000 recensés en 2018.

Bien mais peut mieux faire : c'est l'appréciation apposée par la Région Réunion à l'économie bleue, qui regroupe les métiers du tourisme, du transport maritime, de la pêche mais aussi de nouvelles activités autour de l'océan.

Après avoir signé en mars dernier le contrat de filière des énergies renouvelables et en attendant celui dédié au numérique d'ici à la fin de l'année, la pyramide inversée a ratifié mercredi dernier avec les acteurs du secteur le contrat de filière de l'économie bleue.

Ce dernier fixe des objectifs précis à moyen terme et évoque « d'importants potentiels de développements ».

« Malgré de nombreux atouts, La Réunion est, en matière d'économie bleue, trop longtemps passée à côté

d'opportunités économiques, en termes d'emplois, d'ancrage territorial ou encore de pouvoir d'achat ou de valorisation de la production locale, confie Maya Césari, conseillère régionale déléguée à l'économie bleue et à l'innovation.

« Passée à côté »

Ce contrat de filière répond à l'impérieuse nécessité de rassembler les acteurs du territoire contribuant de près ou de loin au développement de l'économie bleue autour d'une stratégie et d'un plan d'actions communs pour les prochaines années.

Avec une croissance moyenne de 4,5 % par an entre 2012 et 2018, l'emploi qui génère l'économie bleue progresse trois fois plus vite

que l'emploi régional, notamment dans le tourisme littoral, le transport maritime et la pêche australe, relève la Région.

« Politique maritime forte »

Les chiffres sont un peu anciens mais en 2018, l'économie bleue employait 10 000 personnes à La Réunion, soit 3,4 % de l'emploi total.

« La marge de progression reste importante, souligne le conseil régional. Aux secteurs traditionnels s'ajoutent aujourd'hui l'aquaculture et l'algoculture, riches de potentialités pour le secteur médical et la cosmétique ; les énergies marines renouvelables ou les biotechnologies pour lesquelles notre territoire

constitue déjà un pôle expérimental de recherche. » « Dans tous ces secteurs, nous avons l'obligation d'être ambitieux. Et pour réussir, nous avons besoin d'une politique maritime forte, cohérente, volontaire. Une politique maritime qui préserve nos intérêts, protège nos richesses et qui agit comme un moteur pour la création de valeurs et d'emplois, à travers l'éducation et la formation », se projette Maya Césari.

La Région va accompagner l'émergence de nouveaux métiers via la formation professionnelle. Celle-ci « s'impose donc comme la pierre angulaire de ce développement. Notre ligne directrice est d'accompagner les formations existantes, de répondre aux besoins en compétence et d'anticiper les futurs métiers », indique Karine

Nabéna, vice-présidente de la Région déléguée à la formation professionnelle.

Cette année, près de 200 sta-

giaires sont ou seront inscrits à La Réunion dans une formation relevant de l'économie bleue.

C.B.



La Région et les acteurs du secteur maritime se veulent « ambitieux ». (Photo DR)